



www.portal-lem.com

LINGUE D'EUROPA E DEL MEDITERRANEO
Collana coordinata da Giovanni Agresti e Henri Giordan

15

Sezione VIII

Didattica delle lingue moderne

diretta da Paola Desideri ed Enrica Galazzi

Volume publié avec le concours de l'EA 739 Dipralang
Université Paul-Valéry Montpellier 3.

ENSEIGNEMENT/APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS DANS LES BALKANS

POINTS DE VUE ET ÉTUDES DE CAS

Sous la direction de
KSENIJA DJORDJEVIC LÉONARD
JOVAN KOSTOV

Postface
ELÉONORE YASRI-LABRIQUE





ISBN
979-12-5994-199-2

PREMIÈRE ÉDITION
ROMA XX JUIN 2021

Table des matières

Introduction

Ksenija Djordjevic Léonard et Jovan Kostov <i>Pour une francophonie balkanique</i>	9
---	---

Partie I | Politiques linguistiques et éducatives

Nerimane Kamberi <i>La relance du français dans le Kosovo d'après-guerre : défis et « concurrence déloyale » de l'anglais et de l'allemand</i>	23
Gueorgui Jetchev <i>Les sections bilingues à l'école secondaire en Bulgarie : évolution et perspectives</i>	35
Vanja Manić-Matić et Nataša Popović <i>L'enseignement universitaire du français en Serbie : enjeux, défis et perspectives</i>	49
Christel Troncy <i>Enseignement/ apprentissage du français en Turquie : une tradition devenue un phénomène très confidentiel</i>	65

Partie II | Attitudes et représentations des acteurs de l'enseignement

Rea Lujic <i>Je me battrai jusqu'au bout pour le français ! ou sur la place du français dans le système éducatif croate du point de vue des enseignants de FLE</i>	91
Freiderikos Valetopoulos et Olympia Tsaknaki <i>Apprendre le français langue étrangère : représentations des étudiants hellénophones spécialistes du FLE</i>	107
Ivona Jovanović et Isidora Lazarević-Milivojević <i>La place du FLE dans le système éducatif monténégrin : analyse d'une situation paradoxale</i>	121
Simona-Aida Manolache et Nicoleta-Loredana Moroşan <i>Paradoxes des représentations sur la France en Roumanie</i>	141
Meta Lah <i>Le français en Slovénie : mythes du passé et présent désenchanté</i>	171
Marine Totozani et Silvana Vishkurti <i>Le marché aux langues en Albanie : quelle place pour le français ?</i>	187

Partie III | Manuels et pratiques pédagogiques

Alisa Hadžajlić et Emir Šišić

L'enseignement et l'apprentissage du français en Bosnie-Herzégovine203

Darko Ristovski

*Le rôle et le statut de l'image dans le manuel scolaire de FLE
en contexte macédonien entre 1960 et 2020*219**Postface**

Eléonore Yasri-Labrique

Francophonie balkanique : un nouveau départ239

Introduction

Pour une francophonie balkanique

Ksenija Djordjevic Léonard et Jovan Kostov
Université Paul-Valéry Montpellier 3, France

1. Le français dans le monde, le français dans les Balkans

Le dernier rapport de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)¹, daté de 2018, fait état d'une augmentation du nombre de francophones dans le monde, qui dépasse désormais trois cents millions de personnes². La lecture attentive de ce rapport montre la répartition inégale de cette augmentation sur la planète : ce sont les pays du Sud qui font grossir les rangs de la francophonie, ceux du Nord, notamment les pays européens, n'étant plus ses acteurs principaux. En effet, le poids du français au niveau international s'explique en partie par l'usage de cette langue dans des pays qui rentrent dans la catégorie « naître et vivre aussi en français » de l'OIF – expression qui comporte naturellement une dynamique évolutive –, dont la majorité se trouve sur le continent africain (*La langue française dans le monde*, 2019, 38), alors que le pays de référence – la France – se trouve au cœur de l'Europe occidentale. Mais le français n'est pas seulement la langue des pays francophones à proprement parler, des pays qui « naissent et vivent en français ». Il nous semble important d'envisager l'espace de la francophonie en intégrant ses périphéries dans tout leur dynamisme, y compris sur le continent européen.

S'il est devenu commun de considérer la francophonie comme un espace qui représente « une alternative à l'hégémonie économique et à la pensée unique »³ (Laulan & Oillo (coord.), 2008, 8), force est de constater que

¹ Comme il est d'usage, nous utiliserons la majuscule pour les institutions francophones, la minuscule pour les peuples francophones et les personnes qui parlent la langue française.

² Avec toute la difficulté qu'implique le fait de compter les locuteurs d'une langue, comme le rappelle très justement Alexandre Wolff ; ces derniers ont naturellement des compétences diverses, sont marqués par des réalités diverses et, de surcroît, sont « comptés » avec des méthodes diverses (recensement, enquête, sondage) (in Maurer (coord.), 2015, 7).

³ François Provenzano ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que « la Francophonie se positionne essentiellement comme un adversaire de la « pensée unique », comme un

dans l'ère de la mondialisation « l'usage du français ne va pas de soi » (Provenzano, 2011), notamment dans des pays qui doivent ménager une place au français dans leurs systèmes éducatifs.

Dans cet ouvrage collectif, nous portons notre regard en particulier vers cette périphérie européenne de la francophonie, vers cette région aux contours incertains qu'on appelle les Balkans : un espace de résonance francophone, avec un potentiel d'innovations et d'initiatives qui méritent d'être mises en valeur. Cette zone géographique, carrefour entre l'Europe et l'Asie, englobe, dans le sens étroit du terme, les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie, auxquels il convient d'ajouter les pays situés sur le pourtour des Balkans : Croatie, Roumanie, Slovénie et Turquie (la partie européenne⁴).

Qui parle aujourd'hui français dans les Balkans ? Dans son dernier rapport, l'OIF a proposé, pour ces douze pays, une estimation du nombre de francophones (compris comme « personnes capables de comprendre et de s'exprimer en français »), s'inscrivant dans une fourchette située entre 0,8 % et 4 %⁵ (*La langue française dans le monde*, 2019, 96-97). Le français y est le plus souvent, comme nous le verrons à travers les différentes contributions qui composent cet ouvrage, la 2^{ème} ou la 3^{ème} langue étrangère enseignée.

terrain possible de « non-alignement », dans un contexte dit dramatiquement marqué par l'uniformisation culturelle et la soumission aux diktats diplomatiques américains » (2011, 20). La francophonie semble, à ce titre, davantage ouverte à la diversité culturelle que l'anglophonie. S'il souhaite approfondir le rapport de force entre l'anglais et le français, avec un point de vue critique sur la mondialisation et la globalisation linguistiques, le lecteur pourra consulter, entre autres, Hagège (2008 ; 2012) ou Barbier (2016).

⁴ Nous suivons Paul Garde, grand connaisseur des Balkans et de leur histoire linguistique, lorsqu'il rappelle que « les régions géographiques, au contraire des États, n'ont pas besoin de frontières nettement tracées, aucune délimitation ne s'impose d'elle-même » (2010, 11). Nous avons ainsi pris le parti d'inclure dans notre ouvrage la Turquie – dont la plus grande ville, Istanbul, a été longtemps considérée comme la capitale des Balkans –, territoire qui « du point de vue de la géographie humaine, [...] ne peut être séparé de la Turquie d'Asie », mais qui « fait incontestablement partie de la péninsule » (2010, 11).

⁵ Bosnie-Herzégovine : 0,8 %, Kosovo : 1 %, Albanie, Bulgarie, Croatie, Macédoine, Monténégro, Slovénie : 2 %, Serbie : 4 %, Grèce : 7 % et Roumanie : 12 % (*La langue française dans le monde*, 2019, 96-97). Les données pour la Turquie ne sont pas disponibles.

Pour autant, ces douze pays, caractérisés par une proximité géographique, mais aussi socio-historique, mais aux configurations sociolinguistiques variées, n'ont pas adopté les mêmes politiques linguistiques vis-à-vis des langues parlées sur leurs territoires respectifs. Leurs systèmes éducatifs n'accordent pas non plus la même place aux langues étrangères dans l'enseignement. Mais, quel que soit le degré d'appartenance à la francophonie de ces pays (pays membres, associés ou observateurs, ou encore situés en dehors de cet espace de communication), le français fait partie des langues enseignées dans les Balkans. Si les données officielles indiquent une baisse somme toute légère – de 2 % – dans l'enseignement de la langue française (en tant que langue étrangère) au niveau européen (*La langue française dans le monde*, 2019, 221), la réalité semble plus contrastée dans la partie orientale du continent. Selon les situations, elle doit maintenir ou (re)trouver sa place sur le marché aux langues, suite aux grands bouleversements géopolitiques intervenus à la charnière du XX^{ème} et du XXI^{ème} siècle, qui ont positionné les langues autrement que par le passé. C'est cette place que nous avons souhaité examiner ici, d'un point de vue davantage contrastif que comparatif, à travers des points de vue et des études de cas de diverses natures, appelés à illustrer un état de lieu, *hic et nunc*, de l'enseignement/l'apprentissage du français dans les Balkans.

2. Présentation de l'ouvrage

Après avoir esquissé, dans les grandes lignes, les principaux enjeux de l'enseignement/l'apprentissage de la langue française dans leurs pays respectifs, les contributeurs⁶ ont été invités à réfléchir à la place de la langue française dans les politiques linguistiques et éducatives (offre éducative, rapports avec d'autres langues internationales, politique de la promotion de la francophonie), aux attitudes et représentations vis-à-vis de la langue française (prestige et attractivité de la langue, rapports subjectifs, images de la langue) et aux pratiques pédagogiques (analyse des manuels, nouvelles technologies, pratiques pédagogiques innovantes).

L'ouvrage est divisé en trois parties, suivies d'une postface rédigée par Eléonore Yasri-Labrique : Partie I) Politiques linguistiques et éducatives ;

⁶ Du point de vue du contenu, les auteurs sont responsables des opinions exprimées dans leurs textes. D'un point de vue formel, ils peuvent privilégier ou non l'écriture inclusive.

Partie II) Attitudes et représentations des acteurs de l'enseignement ;
Partie III) Manuels et pratiques pédagogiques.

Dans la première partie sont abordées les politiques linguistiques et éducatives au Kosovo, en Bulgarie, en Serbie et en Turquie, à travers les contributions de Nerimane Kamberi, Gueorgui Jetchev, Nataša Popović et Vanja Matic-Manić et Christel Troncy.

Le Kosovo, membre associé de l'OIF, le plus jeune des États balkaniques indépendants, a eu à réorganiser entièrement son domaine de l'éducation, suite aux conflits qui ont marqué la fin du XX^{ème} siècle. Dans la nouvelle offre éducative de l'après-guerre, l'anglais et l'allemand ont détrôné le français : l'anglais pour des raisons stratégiques et géopolitiques (zone d'influence et expertise anglophones dans le processus de développement post-conflit), l'allemand pour des raisons économiques (l'Allemagne est devenue le principal pays d'émigration, et sa langue celle qui offre le plus de débouchés professionnels). Cependant, malgré la présence massive de l'anglais dans le système scolaire, l'imposition de l'allemand comme deuxième langue étrangère et les problèmes logistiques qui nuisent parfois à la mise en place d'un enseignement de qualité de la langue française, le français n'a pas rendu les armes pour autant, comme en témoignent l'augmentation de 20 % du nombre d'apprenants dans la capitale du pays, Pristina, durant l'année universitaire en cours (2020-2021), la motivation des enseignants de français, l'introduction de nouvelles méthodes, de même que de nombreuses initiatives destinées à promouvoir le français menées par l'Association des professeurs, l'ambassade de France et son service culturel, l'Alliance française, l'Université de Pristina et le ministère de l'Éducation, dont l'auteur rend compte dans sa contribution.

La Bulgarie, État membre de l'OIF depuis pratiquement trois décennies, comporte une population francophone et francophile de longue date. En témoignent, à leur façon, les lycées bilingues français-bulgare qui existent dans le pays depuis les années 1950, et qui sont appelés à se développer davantage avec la réforme annoncée pour les années à venir, notamment à travers l'entrée en vigueur des nouveaux curricula pour les enseignements approfondis, présentés et analysés par l'auteur. À l'origine de l'enseignement bilingue, le français est aujourd'hui l'une des langues proposées dans ce type de structures, aux côtés de l'anglais, de l'allemand, de l'espagnol, de l'italien et du russe. Le modèle d'enseignement bilingue,

même si menacé à plusieurs reprises au cours de l'histoire, a réussi à se maintenir et à s'adapter à la nouvelle réalité, celle d'une offre éducative en plusieurs langues, où le français, certes, ne rivalise pas avec l'anglais, ni même avec l'allemand et le russe, mais occupe une place aussi importante que l'espagnol, et bien meilleure que l'italien.

La Serbie, membre associé de l'OIF depuis 2006, maintient également tant bien que mal la place du français dans son système éducatif. Le recul de la langue française dans le primaire et le secondaire, ici aussi devant l'anglais, l'allemand mais parfois également devant le chinois, a des conséquences sur le domaine universitaire qui est au cœur de l'étude présentée dans l'ouvrage : le nombre d'inscrits reste relativement stable seulement dans la capitale – Belgrade. Les auteurs analysent la place de la langue française dans l'offre éducative de quatre universités serbes et proposent des solutions qui pourraient être envisagées pour relancer l'intérêt pour la langue française en Serbie. D'ores et déjà, les enseignants sont à pied d'œuvre pour expliciter davantage aux futurs étudiants l'utilité potentielle de cette langue dans de multiples domaines professionnels (médecine, économie, politique) et sillonnent la Serbie pour organiser des ateliers dans les écoles, afin de susciter une motivation auprès des élèves.

La Turquie – pays que nous avons décidé d'inclure dans ce panorama malgré sa présence plutôt marginale, géographiquement parlant, mais centrale, du point de vue historique, dans l'espace balkanique – n'est pas officiellement un pays adhérent à la Francophonie, mais le français y jouit d'une image d'excellence, depuis l'époque de l'Empire ottoman jusqu'à nos jours. Cependant, sa situation actuelle est celle d'une langue qui perd de l'influence, au niveau sociétal, mais également au niveau scolaire, en dehors de quelques rares « niches », comme le lycée Galatasaray d'Istanbul fondé en 1867 avec la coopération du gouvernement français et transformé plus récemment en établissement d'enseignement intégré (du primaire à l'université), qui joue encore aujourd'hui un rôle central dans la francophonie de l'espace turc, aux côtés de quelques autres établissements répartis sur le territoire. Le français en tant que langue étrangère d'enseignement ou langue étrangère enseignée a été détrôné dans le pays non seulement à cause du virage anglophone pris par la Turquie contemporaine, ou encore à cause du choix de laisser une large place à l'arabe, mais aussi en raison des relations tumultueuses avec la France. La deuxième difficulté de taille est le manque de débouchés pour

les diplômés de/en langue française dans un pays tourné vers d'autres sphères d'influence. Pourtant, selon l'auteur, des débouchés existent, notamment dans des activités professionnelles liées à l'international.

La Croatie, la Grèce, le Monténégro, la Roumanie, la Slovénie et l'Albanie composent la deuxième partie de l'ouvrage consacrée prioritairement aux attitudes et représentations des acteurs de l'enseignement (même si certains textes abordent naturellement les politiques linguistiques et éducatives également), avec les contributions de Rea Lujic, Freiderikos Valetopoulos et Olympia Tsaknaki, Ivona Jovanović et Isidora Lazarević-Milivojević, Simona-Aida Manolache et Nicoleta-Loredana Moroşan, Meta Lah, Marine Totozani et Silvana Vishkurti.

La Croatie, membre observateur de l'OIF depuis 2004, offre, elle aussi, l'image d'un pays où le français est, dans le système éducatif, en déclin et en recul non seulement devant l'anglais mais également devant l'allemand, qui est le plus souvent choisi par les parents et par les chefs d'établissement comme la LV2. La place de la langue française en Croatie est observée ici *via* une enquête qualitative menée auprès de sept enseignantes de FLE issues de différents contextes éducatifs (du primaire à l'université) et sociogéographiques (capitale, province). L'auteur a observé leur implication dans la défense et la promotion de la langue française à l'aide du modèle d'investissement de Darwin et Norton (2015) qui permet d'observer de plus près l'interaction des micro et macrostructures. L'étude a permis de montrer l'écart entre la dimension *de jure* (discours de façade des macrostructures défendant la diversité linguistique) et la réalité *de facto* (manque de moyens et de véritable volonté de permettre à cette langue de s'épanouir), dénoncé ici par les enseignantes, en lutte au quotidien pour la reconnaissance de leur statut, ainsi que de la valeur et de l'utilité de la langue qu'elles enseignent.

La Grèce, État membre de l'OIF depuis 2004, fait partie des pays qui ont subi un certain nombre de réformes éducatives qui ont nui aux LV2. En réalité, même si le français est présent dans l'offre éducative publique, c'est son statut de matière facultative et optionnelle qui compromet son avenir. Dans leur contribution, les auteurs placent le focus sur les étudiants – futurs enseignants de FLE –, interrogés par le biais d'un questionnaire électronique de 44 questions, sur les représentations qu'ils ont de cette langue, de son pays de référence et de son utilité. Les 92

réponses collectées à l'Université Aristote de Thessalonique montrent que le poids des stéréotypes reste très fort, y compris au sein de cette population, censée être demain l'un des principaux acteurs de la diffusion de la langue française en Grèce. Car, si les étudiants sont capables d'expliquer leur propre motivation, ils sont à court d'arguments quand il s'agit de réfléchir à l'utilité économique et professionnelle de cette langue.

Au Monténégro, pays qui a adhéré à la Francophonie en 2010 avec le statut d'observateur, le français a, de nos jours, perdu la bataille pour la deuxième place (la première étant, ici encore, occupée par l'anglais), non seulement face à l'allemand, mais surtout face à l'italien et au russe. La diminution du nombre d'apprenants n'est pas sans conséquences sur l'insertion professionnelle de futurs enseignants. Pourtant, la demande existe, notamment dans le domaine touristique, grâce à une hausse constante des touristes francophones, en particulier sur le littoral, où le français, paradoxalement n'arrive pas à s'imposer dans le système éducatif. Une enquête réalisée par les auteurs avec les collégiens d'une part, puis, d'autre part, avec les directeurs des écoles, les responsables ministériels et ceux de l'Institut français montre qu'aucune politique linguistique n'est clairement définie concernant la LV2, et que les attitudes positives dont font montre les élèves vis-à-vis du français n'ont que peu de conséquence sur les choix qu'opèrent leurs parents.

La Roumanie, membre de l'OIF depuis bientôt trois décennies, est le pays le plus francophone de la zone. La particularité de la contribution portant sur ce pays est qu'elle fait le lien entre les représentations de la langue française et de son pays de référence véhiculées par la presse et celles que développent les apprenants, ici les lycéens. Le français ne suscite plus autant de vocations que par le passé dans ce pays longtemps francophile ; un certain « refroidissement » semble perceptible. Les auteurs montrent qu'on peut observer une relative corrélation entre ce que donne à voir l'analyse de la revue *Dilema veche* et les attitudes et les opinions exprimées par les apprenants, anciens et actuels, à travers une enquête en ligne à laquelle ont participé 181 personnes. Elle a porté sur les représentations de la langue française, la perception des Français et des rapports entre les Roumains et les Français, les représentations de la France et de la culture française. Suite à ce travail, les auteurs esquissent des pistes pour une meilleure adhésion à la langue et à la culture francophones dans la classe, qui pourrait passer par un travail sur la

lecture des numéros de *Dilema veche* au fil des cours de français, qui pourrait aider à la découverte d'un univers francophone plus riche et plus vaste.

En Slovénie, pays observateur de l'OIF depuis deux décennies, le français bénéficie de l'image d'une langue qui a non seulement, au début du XIX^{ème} siècle, réussi à détrôner l'allemand mais qui a aussi contribué à l'essor du slovène en tant que langue nationale. Cependant, le présent est moins glorieux et plusieurs problèmes liés à son enseignement sont à signaler : son statut de langue étrangère facultative dans le primaire, ce qui a pour conséquence l'hétérogénéité des classes, la perception négative de son utilité dans des classes supérieures, et la concurrence avec l'allemand et l'espagnol, ainsi que le maintien de la langue française principalement en tant que langue de spécialité dans le supérieur. L'adhésion du pays à l'Union européenne, dont on connaît le discours sur l'importance de la maîtrise des langues étrangères, n'a rien changé dans ce domaine, en tout cas pour le français scolaire : le désintérêt est toujours présent, malgré les efforts des acteurs culturels et éducatif francophones. L'auteur, en analysant les réponses au questionnaire envoyé à vingt enseignants du primaire et autant du secondaire, esquisse quelques solutions pour améliorer la place et le statut du français dans l'offre éducative : contractualiser le choix d'une langue dans le primaire par période de trois ans, promouvoir les langues les moins enseignées, rendre possible l'apprentissage différencié au lycée pour les élèves ayant déjà appris le français au collège, proposer des cours de mise à niveau à l'université, communiquer sur l'utilité professionnelle du français.

La partie II se clôture avec l'article portant sur l'Albanie, pays situé au cœur des Balkans et membre de l'OIF depuis 1999. Il se penche sur l'offre linguistique et la place des langues dans les textes officiels de cadrage afin de déterminer les enjeux de l'enseignement du français, d'une part, et sur les représentations des apprenants vis-à-vis des langues d'apprentissage et plus spécifiquement du français, à travers l'analyse des discours recueillis *via* les enquêtes de terrain effectuées à l'Alliance française de Tirana, à l'Université de Tirana et à l'Université Polytechnique de Tirana entre 2009 et 2013 (enquêtes revisitées par les auteurs pour les besoins de leur contribution), d'autre part. Les auteurs identifient des pistes et des passerelles possibles afin de mieux mettre en relation l'engouement pour les langues des apprenants et les politiques

linguistiques et éducatives scolaires qui, pour le moment, ne laissent pas encore une place suffisamment importante au français, au profit de l'anglais.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage porte sur les manuels et pratiques pédagogiques. Elle est composée de deux articles, d'Alisa Hadžajlić et Emir Šišić et de Darko Ristovski, abordant respectivement le cas de la Bosnie-Herzégovine et celui de la Macédoine du Nord.

En Bosnie-Herzégovine, pays qui a rejoint l'OIF en tant qu'État observateur en 2010, le français se trouve dans une position difficile pour plusieurs raisons : diminution du nombre d'établissements où l'on enseigne cette langue, manque d'investissements dans le domaine éducatif, suivi inégal des innovations pédagogiques, non renouvellement des manuels. Le français semble en meilleure position dans l'une des deux entités fédérales (République serbe de Bosnie) que dans l'autre (Fédération de Bosnie-Herzégovine). Les auteurs partent de leurs expériences en tant qu'enseignants et concepteurs des programmes pour éclairer le lecteur sur la situation de la langue française dans ce pays, d'une part, et pour analyser deux méthodes en usage dans le domaine éducatif, respectivement dans l'enseignement public et à l'Institut français, d'autre part. Ces deux méthodes correspondent à deux courants méthodologiques différents : l'une s'inscrit dans la méthodologie traditionnelle, l'autre dans la méthodologie actionnelle. Dans la première méthode, l'oral occupe une place secondaire, les exercices sont plutôt traditionnels et la grammaire est déductive. Dans la deuxième, l'apprenant n'est pas un simple observateur, il est également l'interprète de ses compétences en français langue étrangère. L'une des clés qui pourrait améliorer la motivation des élèves dans l'enseignement public, selon les auteurs, serait l'utilisation des méthodes communicatives/actionnelles.

Les manuels utilisés en classe sont également au centre de l'article portant sur la Macédoine du Nord, pays membre de l'OIF depuis 2006. Dans le cadre de son article, l'auteur analyse l'évolution du statut de l'image dans les manuels scolaires de FLE à partir des années 1960 jusqu'à nos jours. Son corpus principal est composé de quarante manuels de FLE, dans lesquels il observe la fonction, la présence et la valeur éducative, formative et informative des images. Il est complété par un corpus secondaire composé de questionnaires et d'entretiens réalisés auprès de

vingt-quatre professeurs de français dans le primaire et le secondaire macédoniens. Ils ont été invités à répondre aux questions portant sur les raisons et la fréquence d'utilisation du manuel de français et à donner leur avis sur les manuels proposés dans le système éducatif macédonien, avec un accent spécifique porté à l'image, sa qualité et son utilité didactique. L'auteur montre qu'au fil de l'histoire, la qualité et la forme de l'image ont changé et évolué, mais qu'elle reste tout de même cantonnée au second rôle, celui d'accompagner le texte.

3. Pour une francophonie balkanique

Si chaque pays ici représenté « fonde sa relation à l'espace francophone sur son histoire et les spécificités de sa culture » (Radut-Gaghi, 2012), plusieurs points communs nous semblent intéressants à relever.

Tout d'abord, le français semble bien avoir perdu la place de première langue étrangère enseignée, au profit de l'anglais, excepté dans quelques niches spécifiques comme les écoles françaises ou les écoles bilingues. Partout ailleurs se joue plutôt la bataille pour la deuxième ou même la troisième place dans l'offre éducative en langues étrangères. On assiste donc à un jeu de chaises musicales de l'offre d'enseignement des LV2 et LV3. Dans certains pays, le français est désormais clairement positionné derrière l'allemand (Kosovo, Croatie), dans d'autres, il est même dépassé de nos jours par d'autres langues (par l'arabe en Turquie, par l'italien et le russe au Monténégro, ou même, dans certaines écoles, par le russe en Bulgarie et par le chinois en Serbie). La langue française a également souffert de nombreuses réformes éducatives dans les Balkans, qui ont eu pour effet de la reléguer au rôle de matière facultative (comme en Grèce ou en Slovénie). Par ailleurs, elle a pâti d'un désintérêt au niveau de la société (par exemple, en Roumanie) ou, de manière plus générale, du manque d'investissement dans les méthodes d'enseignement (la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine du Nord peuvent illustrer ce cas de figure).

Deuxièmement, la lecture des différentes contributions qui composent cet ouvrage collectif montre clairement le rôle des acteurs et des réseaux de la diffusion du français dans le monde issus de la sphère de la Francophonie institutionnelle : tous les auteurs, sans exception, ont souligné la contribution décisive et l'important soutien que fournissent, dans leurs pays respectifs, l'ambassade de France et son Service de coopération et d'action

culturelle, les Alliances françaises, les Instituts français et les Associations de professeurs de français. Si l'offre linguistique dans les systèmes éducatifs des pays balkaniques, comme ailleurs, dépend naturellement essentiellement des ministères chargés des questions éducatives, les acteurs et les réseaux issus des institutions francophones et francophiles créent des conditions pour un nécessaire rééquilibrage, même s'il demeure le plus souvent relatif, de l'offre linguistique.

Troisièmement, il apparaît clairement que dans les Balkans aujourd'hui, ce sont bien les professeurs de français qui sont en première ligne, lorsqu'il s'agit de lutter et de défendre la place, le statut, l'utilité de la langue qu'ils enseignent. Les différentes contributions du présent ouvrage leur ont souvent laissé la parole. Ils expriment alors de manière saisissante en quoi consiste cette lutte au quotidien : militer pour les politiques linguistiques éducatives plus favorables à la diversité des langues, parfois auprès des décideurs ministériels mais le plus souvent auprès de leurs chefs d'établissement, valoriser et promouvoir auprès des élèves et des futurs étudiants les formations universitaires correspondantes, afin de juguler la baisse des effectifs, combattre les images stéréotypées des apprenants, ou s'ingénier à rendre l'enseignement plus attractif, conformément aux méthodologies actuelles, même lorsque les moyens manquent.

On notera aussi des conclusions *a priori* inattendues de ces enquêtes et observations *in situ* : alors qu'en ces temps de pragmatisme et d'utilitarisme généralisés, qui fétichisent l'utilité et tiennent pour seul valide le bénéfice économique et professionnel des choix de formation, au-dessus des préférences ou des inclinaisons personnelles, on pourrait tenir pour acquis que les acteurs aussi bien institutionnels qu'individuels seraient bien informés sur les contextes économiques ; nous voyons qu'il en est autrement dans nombre de cas.

Enfin, en termes de modalités, on voit qu'il importe d'envisager les contacts et conflits de langues (ici, entre LV étrangères) en termes de langues de pouvoir, langues de savoir et langues de vouloir (désir de langues⁷). A ce titre, si le français n'est plus tant une langue de pouvoir, elle maintient des positions dans le champ des deux autres modalités. Par ailleurs, de manière très positive, on voit l'importance d'une approche

⁷ Cf. Denimal *et al.* (2019).

multidimensionnelle, comme celle qu’ont proposée ici les auteurs, en faisant contraster les données diachroniques (statistiques scolaires), les théories et modèles (notamment l’approche bourdieusienne, mais aussi la sociolinguistique critique, les représentations et la psychologie sociale), ainsi que les manuels et les praxis pédagogiques. C’est d’une approche ainsi nourrie par la profondeur de l’histoire, de la géographie, de l’économie et des mentalités que peut émerger un nouveau regard sur la francophonie européenne, dont balkanique, et que peut s’évaluer l’apport de la Francophonie institutionnelle⁸.

Références

- Barbier, J-C., 2016, Les dommages de l’anglais comme langue véhiculaire : tous les niveaux de la société contemporaine en Europe sont concernés, *Hermès*, n°75, 111-119
- Darvin, R. & Norton, B., 2015, Identity and a Model of Investment in Applied Linguistics, *Annual Review of Applied Linguistics*, n°35, 36-56
- Denimal, A., Djordjevic Léonard, K. & Pivot, B. (dir.), *Désir de langues, subjectivité, rapport au savoir : les langues n’ont-elles pour vocation que d’être utiles ?*, http://revue-tdfle.fr/revue_numero.id_numero-44.html
- Garde, P., 2010, *Les Balkans. Héritages et évolutions*, Paris, Flammarion
- Hagège, C., 2008, *Combat pour le français. Au nom de la diversité des langues et des cultures*, Paris, Odile Jacob
- Hagège, C., 2012, *Contre la pensée unique*, Paris, Odile Jacob
- La langue française dans le monde 2015-2018*, 2019, Paris, Editions Gallimard
- Laulan, A-M. & Oillo, D. (coord.), *Francophonie et mondialisation*, 2008, Paris, CNRS Editions
- Maurer, B., 2015, *Mesurer la francophonie et identifier les francophones. Inventaires critique des sources et des méthodes*, Paris, Editions des archives contemporaines
- Provenzano, F., 2011, *Vie et mort de la francophonie. Une politique française de la langue et de la littérature*, Liège, Les impressions Nouvelles
- Radut-Gaghi, L., 2012, La Francophonie dans les pays de la confluence des Balkans et de l’Europe centrale, in C. Mayaux & J. Nowicki, *L’Autre Francophonie*, Paris, Editions Honoré Champion

⁸ Nous remercions chaleureusement Eléonore Yasri-Labrique pour sa lecture attentive de l’ouvrage.